Plainte pour dénonciation calomnieuse

Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné DXXXXXX DXXXX, demeurant à XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX ancien expert judiciaire près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, vous adresse la présente plainte pour dénonciation calomnieuse contre la personne physique de Michel Formentelli, facteur d'orgues en application de l'article 226-10 du Code pénal.

Je précise que Michel Formentelli, demeurait en son atelier Orgues Saby, route de St Vallier, 26240 Saint-Uze. Je recours à l'imparfait car je viens d'apprendre que l'entreprise de ce personnage à été mis en liquisation judiciaire par jugement en mars 2024, le liquidateur étant la SELARL SBCMJ agissant par Maître Bruno CAMBON Immeuble le Victorien, 19 avenue Victor Hugo 26000 VALENCE.

Renseignements pris auprès de techniciens conseil en matière d'orgue, il continuerait à entretenir les instruments qu'il a construit ou restaurés en France et garderait une activité en Italie et son ex atelier de facture aurait rétréci aux dimensions d'un simple boutique où j'en viens à supposer qu'il se limiterait à vendre des petits instruments à clavier si j'en crois les données fournies par Google.

Ditta Artigiana Formentelli Michel S.A.S.

Magasin d'instruments de musique à Camerino, Italie

Vicolo Sossanta, 4, 62032 Camerino MC, Italie

Téléphone : +39 347 688 3326

Province : Macerata

1. Contexte

Je suis organiste titulaire de fait de l'orgue historique Gxxxxxx (1791), classé Monument Historique, situé dans l'église de XXXXXXXX soit environ 17 ans de service s'étant réparti en deux périodes.

Je suis bien connus des facteurs d'orgues et des techniciens conseils agréés pour les orgues comme auteur d'un livre intitulé *Le Tempérament musical, philosophie, histoire, théorie et pratique*.

Un ouvrage qui fait autorité dans le monde entier et constitue une véritable "bible" pour les facteurs restaurateurs en matière de système d'accords inégaux antérieurs à l'entrée en vigueur progressive du "tempérament" dit "égal" (XIXème siècle pour les pianos et les orgues de facture "romantique"...))

En tant qu'usager expérimenté du plus beau des Gxxxxx si à l'xxxxxx, j'ai constaté en juin 2019 une panne (bris du tirant du jeu de prestant) de sorte que je suis allé quérir la clef du buffet de l'instrument conservée en Mairie pour téterminer la cause du bris en question et j'ai adressé à la mairie et à M. Formentelli, alors chargé de l'entretien de l'instrument un rapport circonstancié avec photos précisant que la nature du dégât et sa cause probable.

C'est ainsi que j'ai du signaler la cassure du registre coulissant à raz du sommier et l'instrument ayant souffert un temps auparavant d'un dégât d'eaux pluviales s'étant déversées dans l'instrument du fait d'une perte d'herméticité de la verrière durant un hiver antérieur (2017 si ma mémoire est bonne) il en est résulté une dilatation, un blocage et une fatigue de plusieurs registres. Ce dommage ayant nécessité 3 jours d'intervention du facteur accompagné de 3 compagnons il est clair que le bris du registre du prestant au raz du sommier a résulté de la fatigue causée par le sinistre.

2. Faits

Peu après mon constat, j'ai eu la surprise de me voir accusé d'avoir endommagé l'instrument volontairement en pénétrant dans le buffet par effraction pour y effectuer des interventions intempestives, causant prétendument un préjudice de 5 396 € HT.

Cette accusation a été transmise à la mairie et à la DRAC par M. Formentelli, via un rapport que je conteste dans son intégralité.

Or, un long temps après du fait des perturbations des années Covid un rapport indépendant établi par M. Michel Colin, technicien conseil auprès de la DRAC, m'a formellement disculpé en ne faisant pas la moindre mention d'initiatives de ma part au contraire le rapport met en cause la qualité du travail de M. Formentelli lui-même lors de son relevage de 2014.

3. Justification de la qualification juridique

L'article 226-10 du Code pénal dispose que : « *La dénonciation, effectuée par tout moyen et dirigée contre une personne déterminée, d'un fait qui est de nature à entraîner des sanctions judiciaires et que l'on savait totalement ou partiellement inexact, est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.* »

Les conditions de ce texte sont bel et bien réunies en effet :

Une dénonciation formelle a été adressée aux autorités dont les imputations sont mensongères.

Je suis en mesure de prouver que cette dénonciation calomnieuse résulte d'un désir de vengeance suite à un article de mon blog paru le 17 juillet 2014 qui ne mettait pas en cause Formentelli mais les pratique délictueuses d'un organiste avec lequel il a partie liée.

Le préjudice personnel, moral et professionnel est manifeste et irréfutable, et cet acte de pure malveillance justifie une condamnation et des réparations.

4. Demande

Je vous demande de bien vouloir :

- Enregistrer ma plainte pour dénonciation calomnieuse
- Ordonner toute mesure d'instruction utile.
- Ordonner ou faire ordonner la communication officielle du rapport incriminé.
- Envisager une éventuelle poursuite pour usage abusif des deniers publics (facture excessive injustifiée).

5. Prescription

L'action en défense d'une dénonciation calomnieuse se prescrivant après 6 ans à compter de la date où la personne visée a eu connaissance d'une telle dénonciation, il se trouve que j'ai eu connaissance de la chose le 8 août 2019 à la tribune par la secrétaire de Mairie qui entendant l'orgue jouer s'est précipitée à la tribune pour m'accabler.

Comme par hasard c'était le jour de la fête de mon saint patron...

6. Pièces jointes

1. Photocopie de la Carte d'identité du demandeur.
2. Attestation de sa qualité d'organiste à l'Escaillère.
3. Photocopie de sa carte d'expert judiciaire (la catégorie demandée ayant été instruments à clavier dont clavecins)
4. 4 pages de liens Google faisant état de la notoriété du demandeur en tant qu'auteur d'un ouvrage musicologique de référence.

Dont échanges avec la Mairie de l'Escaillère

5. **Lettre du 7 août 2019 faisant état indirectement de la dénonciation calomnieuse de Formentelli avec l'accusation d'avoir causé 5396 € H.T. de dégâts.**
6. Confirmation du 13 août.
7. **Convention du 4 septembre 2018 imposée par le Maire** faisant état indirectement d'un abus de pouvoir de sa part au détriment de la seule

compétence du curé affectataire : en effet selon une jurisprudence constante, c'est à lui seul qu'il appartient de choisir son organiste et de lui communiquer les clefs nécessaires à l'exercice de son "job" liturgique. Cependant, le Dr XXXXXXXX (xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx près...) s'est arrogé les "pleins pouvoirs" sur l'église et j'ai su par la suite qu'il lui est arrivé de réunir le conseil paroissial en passant à *l'insu de plein gré* du recteur de la paroisse. A noter que je n'ai pas jugé utile de plaider l'ingérence devant de Tribunal Administratif afin d'éviter des tensions et le Père Kambiré a régularisé spontanément sans s'en faire prier ma situation en me procurant la clef de *l'entrée des artisites* par la sacristie... Dans les cas de ce genre, je préfère m'en remettre à la "justice immanente". A noter que le service de l'instrument n'a jamais été interrompu et les concerts d'août n'ont jamais cessé d'avoir lieu...

Contenu du rapport de Michel Colin

Il n'existe pas la moindre trace d'un défaut quelconque qui me soit imputable. Page 12, il est mentionné (pas de postages en matière plastique !) : c'est une réponse muette à une imputation du rapport mensonger à propos duquel j'ai ouï dire qu'il m'aurait été reproché d'avoir usé de tuyaux en matière plastique ne pouvant correspondre qu'à des "postages" encore appelé "porte vent" vers des tuyaux postés en dehors des sommiers comme les tuyaux de "montre" où les tuyaux en bois.

Il est à noter que Michel Colin n'a pas noté un défaut de la Montre et du prestant. Pour la Montre le premier tuyau à sonner correctement est le premier F naturel et pour le prestant le second F (Fa).

Il s'agit d'une anomalie flagrante que je ne m'explique pas et qui condamne une partie du répertoire...

Je reste à votre disposition pour éventuellement préciser tout point de fait ou technique susceptible de réquérir un éclaircissement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur, l'expression de ma haute considération.

Dxxxxxxxx Dxxxx

Fait à xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx le 10 juillet 2025